



Inkingi

Forces Démocratiques Unifiées

United Democratic Forces

+31(0) 623075674 +32 (0) 477 813 062 info@fdu-udf.org www.fdu-udf.org
postbus 3124 2280 GC Rijswijk, Netherlands

RWANDA - Douze ans après le carnage de Kibeho : ni deuil, ni justice, ni réparations pour les survivants et leurs proches.

Bruxelles, le 22 avril 2007

1. Il y a exactement douze ans, le 22 avril 1995, à Kibeho, une localité du Sud-Ouest du Rwanda, 8.000 déplacés étaient massacrés par l'Armée patriotique rwandaise, APR, la branche armée du Front patriotique rwandais, au pouvoir à Kigali depuis le 19 juillet 1994.
2. Avant l'attaque, Kibeho abritait un camp d'au moins 100.000 déplacés. Au cours de la nuit du 17 au 18 avril, ce camp a été encerclé par le 157^{ème} Bataillon de l'APR, sous le commandement du Lt Col Fred IBINGIRA. Un détachement du contingent zambien et une unité médicale du contingent australien de la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda, MINUAR II, pourtant prévenus de l'imminence de l'attaque, ont assisté passivement au carnage.
3. L'opération avait été planifiée soigneusement. Dans la nuit du 17 au 18 avril 1995, le camp a été encerclé. A partir du 18 avril, les hommes du 157^{ème} bataillon ont d'abord contraint les déplacés à s'entasser dans l'enceinte de l'école secondaire de Kibeho. Ensuite, ils ont privé les déplacés d'eau et de nourriture. Le 20 avril, plusieurs centaines de déplacés, surtout des personnes âgées et des enfants étaient déjà morts d'innanition. Le 21 avril, le Lt Col F. Ibingira a infiltré des hommes déguisés en miliciens, couverts de pagnes, armés de grenades et de machettes. Ils se sont cachés dans les « blindés », abris de fortune des déplacés, laissés vides par leurs occupants depuis le début de l'opération. Enfin, le samedi 22 avril à l'aube, les hommes infiltrés par le Lt Col F. Ibingira ont attaqué les déplacés, à la machette et à la baïonnette. Puis, ils ont tiré des coups de feu, en direction de leur unité d'origine. Surpris dans leur sommeil, les déplacés, pris de panique, ont commencé à courir en direction du campement du détachement zambien de la Minuar II. En riposte à cette attaque simulée, le 157^{ème} Bataillon a tiré au fusil d'assaut AK45, à la mitrailleuse et au mortier contre la foule des déplacés.
4. D'après des témoins oculaires, les casques bleus zambiens, pris de panique à leur tour, craignant autant la pression du flux de déplacés que les représailles de l'APR, ont bloqué l'entrée de leur campement, empêchant toute fuite des déplacés et les livrant au feu nourri des fusils d'assaut, des mitrailleuses et des mortiers de l'APR. L'entrée de leur campement était jonchée de 600 corps.
5. Des membres de l'équipe médicale australienne, qui affirment avoir compté plus de 4.000 corps mais que le bilan devait atteindre les 8.000 morts, décrivent l'horreur du massacre sur leur site <http://warriordoc.com/rwanda/kibeho.htm>. « Des bébés étaient décapités sur le dos de leurs mères ». Un membre de cette équipe «affirme qu'il a vu une mère donner naissance à un bébé pour voir ensuite sa gorge tranchée au moment de sa venue au monde et qu'elle devait subir le même sort aussitôt après ».
6. Le jour de l'ignoble crime, P. Kagame, alors ministre de la défense et vice-président de la république et commandant en chef de l'APR, n'a eu aucun mot de regret ou de compassion pour les victimes ou les survivants. Pire, qualifiant le camp de repaire de génocidaires, il a d'abord tenté de minimiser les faits en niant l'ampleur de la boucherie. Son gouvernement ne reconnaît que 140 morts ! Ensuite, devant

l'évidence du carnage, au fil des jours, il s'est mis à le justifier en arguant que ses forces « n'avaient fait que riposter à une attaque d'une partie des déplacés » !

7. Depuis douze ans, le gouvernement FPR n'a conduit aucune action visant à identifier les victimes. Il n'a exprimé aucun regret ni aucune compassion à l'égard des victimes de cette barbarie. Alors qu'il ne cesse de demander à des étrangers de demander pardon, P. Kagame n'a jamais demandé pardon aux survivants de ce massacre. Responsable lui-même de ce crime en sa qualité de commandant en chef de l'APR et de ministre de la défense, il n'a évidemment entrepris aucune action visant à identifier et à punir les coupables.
8. Au contraire, le Lt Col F. Ibingira, qui dirigea l'attaque contre les camps, P. Kagame l'a régulièrement promu. Aujourd'hui Général Major et commandant de la 1^{ère} Division des Forces Rwandaises de Défense, FRD, nouvelle appellation de l'APR, F. Ibingira est chargé de la sécurité de Kigali et ses environs. Connu pour avoir commis d'autres massacres de masse, notamment lors de la campagne d'avril à juillet 1994 qui a mené le FPR au pouvoir, F. Ibingira est aussi responsable de l'assassinat du Dr Pierre Claver Rwangabo, premier préfet de la préfecture de Butare sous le gouvernement FPR. Dr P.C. Rwangabo a été tué en même temps que son fils aîné le 5 mars 1995, quelques semaines avant l'attaque des déplacés de Kibeho, par des hommes de son escorte. Butare, alors sous le contrôle de l'APR, est la préfecture dont une grande partie des déplacés étaient originaires. Ils pensaient avoir trouvé refuge dans cette proche localité lorsqu'ils avaient fui les massacres commis par l'APR pendant et après la prise de la ville de Butare (Sud du Rwanda), le 04 juillet 1994.
9. En ce triste jour anniversaire, les FDU-Inkingi tiennent à saluer la mémoire des disparus. Elles s'associent à la douleur des survivants de Kibeho et compatissent au déni de mémoire dont ils continuent d'être victimes.
10. Les FDU-Inkingi tiennent à assurer les survivants et les proches des victimes qu'elles mettront tout en œuvre pour que les responsables de leur malheur soient recherchés, capturés et traduits en justice quel que soit le temps que cette quête de justice va prendre. Elles réaffirment que le crime commis à Kibeho est imprescriptible et que les responsables finiront de toute manière par répondre de leurs actes.
11. Les FDU-Inkingi rappellent enfin que la communauté internationale, après avoir échoué à prévenir le carnage, a aggravé son cas en absolvant le régime FPR de toute intention « préméditée » alors que les faits ainsi que les précédents prouvaient le contraire. En particulier, les FDU-Inkingi tiennent à rappeler que le Secrétaire Général des Nations Unies, son Représentant Spécial pour le Rwanda, M. Mahmud Shahryar KHAN ainsi que le Commandant de la MINUAR II, le Général Major Guy TOUSIGNANT, qui disposaient d'une force de 5.500 hommes, n'ont rien tenté pour prévenir ou empêcher les tueries. Après la tragédie, le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a rien fait pour exercer ses prérogatives afin d'amener une commission indépendante à enquêter et les responsables à répondre de leurs actes.
12. Les FDU-Inkingi demandent aux Rwandais de tirer les conclusions qui s'imposent quant à leurs responsabilités premières lors de tragédies comme celle de Kibeho. Elles leur demandent de réaliser enfin qu'ils sont les seuls à avoir la volonté et le pouvoir d'éradiquer définitivement l'impunité et les complicités internationales dont continuent de jouir les criminels au pouvoir à Kigali. Pour ce faire, elles appellent les Rwandaises et les Rwandais à sortir de leur torpeur et à s'engager massivement pour créer les conditions d'une justice nationale impartiale, apte à réprimer le crime et réparer les torts sans discrimination ainsi qu'à construire et entretenir une mémoire totale panser toutes les plaies de la société, ressouder complètement le tissu social rwandais et prévenir de nouveaux crimes.

Pour les FDU-Inkingi,

Dr Jean-Baptiste MBERABAHIZI
Secrétaire général et Porte-parole
(sé)